



Print

## Alep / D'Ibrahimi à De Mistura : solution à la libanaise ou à l'irakienne ?

De [Nasser Kandil](#)

Global Research, février 11, 2015

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/alep-dibrahimi-a-de-mistura-solution-a-la-libanaise-ou-a-lirakienne/5430625>

Décidemment, Alep est l'objet de toutes les attentions et même source d'espoir pour ses pires ennemis.

Le 4 février, le Club de Bruxelles 2 titrait : « [Tout faire pour obtenir un gel des bombardements à Alep. De Mistura ou le chaos total...](#) » nous invitant à apprécier le courage de l'envoyé spécial de l'ONU « qui va à l'encontre du langage habituel concernant cette ville symbole » [1]

Alep, ville symbole ? Symbole de quoi ? Symbole pour qui ? Une première réponse nous est donnée par le Président François Hollande [2] :

« *Face à la terreur, nous sommes donc unis. C'est le message qu'une jeune syrienne [nom et prénom que nous préférons ne pas citer] a posté sur les réseaux sociaux, avec une photo qui a été largement diffusée.*

*Cette jeune syrienne, elle était dans les décombres d'Alep, au milieu des ruines. Elle brandissait ce panneau : « Je suis Charlie », pour dire non à toutes les barbaries. Quel plus beau symbole dans ce lieu de désolation : Alep, en Syrie, où la guerre frappe depuis trop longtemps ! Quel plus beau symbole que de marquer cette solidarité dans le malheur et cette résistance qu'elle exprimait, pour faire lever l'espérance ! Voilà ce qui nous unit. C'est aussi le message que tant d'amis arabes nous ont adressé dans ces derniers jours ».*

Comme le constate M. Russel Banks, il faut croire que « Plus que sur les champs de bataille, la guerre se livre comme jamais autour des symboles » [3] et, le plus extraordinaire, est le fait qu'une photo -une seule photo- diffusée sur les réseaux sociaux ait retenu l'attention du Président de la France, à l'exclusion de milliers de [messages](#) postés par des milliers de Syriens s'adressant au Monde, depuis bientôt quatre ans, pour dire une toute autre vérité.

La vérité d'un terrorisme, plus que barbare, et d'une liste interminable d'atrocités vécues par les citoyens syriens du nord au Sud et de l'Est à l'Ouest du pays, pendant que MM. Hollande et Fabius nous déclaraient fièrement :

« *La France a été la première puissance occidentale à apporter une aide militaire non-létale à l'Armée syrienne libre (ASL), qui combat le régime de Bachar al-Assad, et le premier pays occidental à reconnaître la Coalition nationale syrienne (CNS) comme seul représentant du peuple syrien* » [4] ?

Une ASL évaporée, une CNS mal nommée qui a vu ses représentants, les plus en vue, répéter un même son de cloche. Après son ex-président Moaz al-Khatib, écoutons la logique révolutionnaire de Michel Kilo au bout de quatre ans d'une guerre dévastatrice pour son pays :

« *En réalité... la Coalition Nationale Syrienne a été montée pour servir une intervention étrangère [en Syrie] ou pour fournir les justifications nécessaires à une telle intervention. Mais comme cette intervention n'a pas eu lieu, la Coalition est aujourd'hui face à la situation suivante : soit elle se transforme véritablement en une Coalition nationale des forces de la révolution et de l'opposition, soit chacun rentre chez lui* » [5].

Mais qu'à cela ne tienne, on ne parle plus que d' « opposition modérée », témoin en est le point de presse de M. Fabius du 3 février 2015 :

*« La France estime que Daech et Bachar sont les deux faces d'une même médaille, que le premier a été nourri par la politique du président syrien et que la seule ligne possible est donc de soutenir l'opposition modérée, la seule à incarner une alternative démocratique possible » [6].*

Après tout, libre à M. Fabius d'interpréter la démocratie comme il l'entend et à M. Hollande d'interpréter à sa convenance le symbole d'une jeune syrienne brandissant le fameux panneau fédérateur de la nation française. Mais, puisque nous sommes autorisés à fonder notre espérance sur une seule photo diffusée sur les réseaux sociaux des gens d'Alep, ci-dessus la photo qui les a envahis depuis trois jours. Pour eux, elle est le vrai symbole d'une jeunesse syrienne sacrifiée qui s'acharne à faire de son mieux pour sauver les générations futures.

Elle s'appelle Nour. Elle faisait partie des entraîneurs de la Fédération de basket-ball. Comme beaucoup de jeunes d'Alep, elle a bravé tous les dangers d'une ville prise sous le feu de toutes les haines pour tendre la main aux plus jeunes et continuer à vivre son idéal et ses ambitions. Son seul regret était que le stade d'entraînement ne soit pas couvert. Alors qu'elle se rendait au dernier entraînement de son équipe avant match, son cœur a lâché, transpercé par la balle d'un sniper dont le sport favori consiste à ôter la vie des passants, place Saadallah al-Jabiri en plein centre ville. Le lendemain du jour de ses funérailles s'est transformé, spontanément, en une journée nationale qui a réuni les Syriens dans le chagrin et la tristesse [7].

Toi aussi, Nour, repose en paix dans nos cœurs et nos mémoires. Puissent tes proches supporter ta douloureuse absence. Puissent la peine et la colère ne jamais nous égarer sur les chemins de la haine [Mouna Alno-Nakhal].

Lors de ses réunions avec les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne, M. De Mistura a exposé ses idées et propositions pour une solution politique en Syrie axée sur le gel des combats à Alep, comme point de départ, considérant que les rencontres de Moscou étaient un bon début, laissant entendre ses réserves sur ce qu'il a qualifié d'objections du gouvernement syrien quant à la participation de certains opposants et critiquant, implicitement, son insistance à lier sa mission aux résolutions adoptées par le Conseil de sécurité en matière de lutte contre le terrorisme, du fait de tout ce qu'elles comportent comme contraintes imposées aux pays voisins censés arrêter la contrebande d'armes et de combattants.

Mais face aux interrogations des ministres européens, il a été obligé de clarifier les deux points suivants :

- La participation du Président Bachar al-Assad est une nécessité qui ne peut-être ignorée, ni au niveau des résultats des négociations politiques entre les différentes parties, ni au niveau du processus électoral.
- La solution, à son avis, doit s'inspirer du modèle libanais, bien qu'il admette que la décision dépend du dialogue entre Syriens.

Les propos de De Mistura dévoilent nécessairement la direction suivie par Washington, témoin en est la concordance de ses points de vue avec ceux de John Kerry. Ce, d'autant plus que sa nomination d'Envoyé spécial de l'ONU, pour une mission aussi sensible, n'a pu se faire sans le consentement de Washington qui a dirigé la guerre contre la Syrie depuis bientôt quatre ans, misant sur son issue pour atteindre nombre de ses objectifs et renforcer la plupart de ses alliés dans la région, allant jusqu'à mobiliser les terroristes du monde entier pour garantir sa victoire, aboutissant à ce que le terrorisme devienne le principal problème de la région et du monde entier. D'où la nécessité d'ajustements et d'un règlement accéléré avec en priorité : la solution politique en Syrie.



Par conséquent, un réalisme US qui fait que la participation du Président syrien à cette solution politique est devenue une nécessité en dépit des déclarations intempestives quant à son illégitimité, destinées à apaiser les alliés se nourrissant d'illusions dépassées. Il en est de même des plans à long terme visant à armer l'illusoire « opposition modérée » qualifiée de « fantasy » par Obama lui-même.

Mais il est clair que ce réalisme US a un prix et que, par le biais de De Mistura et de ses négociations avec Moscou et Téhéran, Washington demande que Damas cède sur trois points :

- Le premier concerne la participation de certaines personnalités de l'opposition au dialogue et donc à la solution politique ; exigence attendue de la part de Washington, étant donné qu'il s'agit de ses propres agents qu'il souhaite intégrer dans la structure du nouvel État syrien, ou de représentants de ses alliés qui veulent leur part du gâteau.
- Le deuxième concerne la souplesse du gouvernement syrien en matière de sécurité, de telle sorte que certains groupes armés puissent garder le contrôle de certaines zones ou quartiers, comme proposé par De Mistura, en se contentant de geler les combats à Alep avant de passer à d'autres régions. Dès lors, ces groupes armés feront partie intégrante de la solution politique, puisqu'il faudra régler la question de leur fusion avec l'Armée et les Forces de sécurité syriennes, comme cela s'est passé au Liban. Sauf qu'en se référant au « modèle libanais », De Mistura a volontairement omis de préciser que c'est la porte ouverte à une restructuration et, par conséquent, à la mainmise de Washington à tous les échelons de la défense syrienne par l'intermédiaire de ses agents bien placés.
- Le troisième point est à déduire des protestations implicites de De Mistura, autrement dit de Washington, concernant l'insistance du gouvernement syrien à lier sa mission aux résolutions N°2170 et N°2178 relatives à la fermeture des frontières aux armes et aux combattants étrangers. En l'occurrence, il s'agit des frontières de la Turquie, de la Jordanie et du Golan occupé. Ce qui signifie qu'elles devraient rester ouvertes pour l'approvisionnement des groupes armés, en hommes et en matériel, et pour leur couverture par plusieurs forces régionales : l'Arabie Saoudite via la Jordanie, la Turquie et Israël. Chacune de ces armées devra respecter le cessez-le-feu en attendant d'occuper la place qui lui sera désignée selon les décisions dictées par la solution politique prévue par Washington et confiée à De Mistura. Ainsi, sera finalisée l'incorporation d'opposants représentant les intérêts US, français, turcs, saoudiens et israéliens, dans la structure politique du nouvel État syrien, parallèlement à la pénétration de son armée et de ses services de sécurité.

Cette vision US d'une solution politique « piégée » doit néanmoins répondre à la question suivante : Comment espèrent-ils garantir la continuité d'une telle modification des structures et des institutions étatiques après la période transitoire qui arrivera à échéance dans un an, au moment des élections parlementaires ? Washington sachant parfaitement qu'il n'a aucune chance de les influencer sur la question de la souveraineté de l'État, même s'il les soumettait aux normes internationales les plus strictes ; la réponse est : le modèle libanais !

Le modèle libanais d'un partage confessionnel des présidences, parce qu'aussi bien les USA, que De Mistura et que Lakhdar Ibrahimi, ont honte d'évoquer le modèle irakien. De Mistura qui a parlé de la « merveilleuse beauté de la mosaïque libanaise » alors qu'il sait parfaitement que le Liban est sur un Volcan, a évité d'évoquer l'Irak de peur que l'on se souvienne du sang versé quotidiennement dans ses rues plongées dans les conflits confessionnels, grâce au modèle version US, mis en forme par Lakhdar Ibrahimi, tel qu'il l'a appliqué au Liban, tel qu'il l'a proposé publiquement à la Syrie, et tel qu'il a été annoncé avant lui par John Kerry aux soi-disant « Amis de la Syrie » invités à rétablir l'équilibre des forces militaires préalablement à la reprise de tout dialogue, le 30 juin 2013, au Congrès de Doha et après la guerre d'Al-Qussaïr

Kerry avait alors déclaré que la solution idéale était d'accepter que la minorité cède la présidence à la confession majoritaire. Puis, une fois cette première formule morte, il est revenu à la charge avec De Mistura pour en proposer une deuxième consistant, comme au Liban, à laisser la présidence à la minorité sans les pleins pouvoirs, lesquels reviendraient au Conseil des ministres et à leurs tuteurs régionaux, le tout présidé par une personnalité que le monde entier travaillera à manipuler, de telle sorte que Washington, Paris, Ankara, Riyad et Tel Aviv pèseront du poids qui leur revient.

Cette solution en quatre points, suggérée par De Mistura [assouplissement sécuritaire garantissant aux milices de garder leurs armes ; frontières ouvertes ; représentation politique piégée à la table des négociations ; projet d'un État confessionnel] équivaut pour les Syriens à une déclaration de guerre. Ils sont prêts à se défendre le temps qu'il faudra...

La Syrie est un État souverain et laïc. Ce sont là des constantes non négociables pour le gouvernement syrien, et nul n'obtiendra la majorité populaire nécessaire pour les modifier.

**Nasser Kandil**

10/02/2015

**Source :** Al-Binaa

<http://www.al-binaa.com/?article=28186>

*Article traduit de l'arabe par Mouna Alno-Nakhal pour Mondialisation.ca*

**Notes :**

[1] [Tout faire pour obtenir un « gel des bombardements à Alep » \(De Mistura\) ou le chaos total...](#)

<http://club.bruxelles2.eu/2015/02/il-faut-aboutir-a-un-gel-des-bombardements-a-alep-de-mistura/>

[2] M. François Hollande : vidéo BFM TV

<http://link.brightcove.com/services/player/bcpid694908207001?bckey=AQ~~%2cAAAajgltpmk~%2c3G6d8W41NOS8dBzRXeWHGdzbG-FWShEX&bctid=399056563000>

[3] Russell Banks : après les attentats, « rester vigilant »

[http://www.lemonde.fr/livres/article/2015/01/14/russell-banks-rester-vigilant\\_4556235\\_3260.html](http://www.lemonde.fr/livres/article/2015/01/14/russell-banks-rester-vigilant_4556235_3260.html)

[4] Laurent Fabius assez pessimiste sur la Syrie et Genève II

<http://www.reuters.fr/article/topNews/idFRPAE9BE00D20131215>

[5] Michel Kilo sur Sky News Arabiya

<https://www.facebook.com/groups/collectifsyrien/permalink/937234149635184/>

[6] Laurent Fabius : Déclarations officielles de politique étrangère du 03 février 2015

<http://basedoc.diplomatie.gouv.fr/vues/Kiosque/FranceDiplomatie/kiosque.php?fichier=bafr2015-02-03.html>

[7] Nour... Une athlète dont le cœur s'est éteint par le feu d'un sniper

<http://www.al-akhbar.com/node/225753>

*Monsieur **Nasser Kandil** est libanais, ancien député, Directeur de TopNews-nasser-kandil, et Rédacteur en chef du quotidien libanais Al-Binaa.*

Copyright © 2015 Global Research